



N° 1 - janvier 2015

Panorama au 16 janvier 2015

Éditorial

En novembre 2014, la baisse des prix des céréales et des oléagineux a ralenti

En novembre 2014, le recul des prix des produits agricoles par rapport à 2013 s'est poursuivi, mais à un rythme ralenti par rapport au mois précédent (- 4,5 %, après - 5 % en octobre). Comme en octobre, les prix de la plupart des productions végétales et animales ont reculé sur un an. Seuls les prix des vins, des légumes et des œufs ont progressé. Les prix des vins AOP hors champagne ont amplifié leur hausse sur la même période, même si celle-ci demeure inférieure à celle des vins avec et sans appellation géographique pour le deuxième mois d'affilée (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, janvier 2015*).

En novembre, le prix d'achat des moyens de production agricole a diminué pour le septième mois consécutif (- 2,5 %). La baisse des prix des aliments pour animaux et de l'énergie et des lubrifiants explique en grande partie ce repli. En novembre 2014, la production d'aliments composés pour les animaux de ferme a baissé, sous l'effet, notamment, du recul de la fabri-

cation d'aliments à destination des porcins et bovins. Pour les porcins, le repli des cours des tourteaux et des céréales a favorisé le recours plus important aux aliments fabriqués à la ferme. Pour les bovins, la baisse de la demande en aliments composés résulte d'une disponibilité fourragère abondante et d'un ralentissement de la collecte de lait. En cumul sur les trois premiers mois de la campagne, les livraisons d'engrais ont reculé, en lien avec la baisse des prix des cultures. Les livraisons de phosphate et de potasse ont diminué sur un an, tandis que celles d'azote demeuraient stables (*Infos rapides Moyens de production, janvier 2015*).

Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), les prix des grandes cultures en novembre étaient inférieurs aux prix de 2013, pénalisés par l'abondance de l'offre mondiale et française. Cette production associée à des stocks en hausse serait supérieure aux capacités d'absorption de la demande mondiale. La baisse des cours sur un an s'est cependant réduite au fil des

derniers mois pour les céréales et les oléagineux. En octobre-novembre, des difficultés d'acheminement des récoltes de céréales américaines vers les ports et la dépréciation de l'euro par rapport au dollar ont renchéri les cours. La remontée des prix s'est poursuivie en décembre, à la faveur de craintes au sujet du blé russe : risque d'une récolte 2015 handicapée par des achats d'intrants réduits en raison de taux d'intérêts élevés et d'un rouble faible mais également mise en place, à partir de février, d'une taxe à l'exportation pour contenir l'inflation des cours du blé sur le marché intérieur. Comme pour les céréales, la dépréciation de l'euro a renchéri les cours des oléagineux libellés en euros. Des inquiétudes quant à une baisse de la production d'huile de palme en Indonésie et une révision à la baisse des prévisions de récolte de tournesol ont également pu soutenir les cours des oléagineux. En novembre, les cours du tournesol ne sont que 2,5 % inférieurs à ceux de novembre 2013 et, en décembre, ils retrouvent même leur niveau de

2013 (*Céréales et oléagineux : les cours se redressent en fin d'année, Grandes cultures n° 2015/257, janvier 2015*).

Après un mois de novembre exceptionnellement doux, le plus chaud depuis 1900, les températures de décembre ont quasiment retrouvé leur niveau de 2013 avec de températures supérieures de 0,9 °C aux normales de saison. Après une première décade conforme aux moyennes de saison puis supérieure de 3 °C aux températures de référence, les températures ont chuté pendant la dernière décade pour se retrouver inférieures de 0,9 °C aux normales. Les précipitations ont été déficitaires dans la quasi-totalité des régions (- 28 % en moyenne contre seulement - 7 % un an auparavant), à l'exception des départements du Nord, du Puy de Dôme, du Tarn, du Var et de tous les départements picards et pyrénéens (*Infos rapides Climatologie, janvier 2015*).

La douceur automnale a été peu favorable à la consommation des légumes d'hiver comme la carotte dont le prix a reculé en novembre sur un an et par rapport aux prix moyens 2009-2013. Le repli observé est cependant moins marqué que lors des deux mois précédents. Les prix du poireau ont également souffert d'une désaffection de la demande. Sur un an, les prix à la production des légumes ont néanmoins progressé. Les cours de la laitue sont demeurés supérieurs en novembre à ceux de 2013 mais la baisse saisonnière s'accroît. Les marchés ont été confrontés à une demande timide et à une récolte précoce, la pousse ayant été accélérée à la faveur de températures douces. Les cours de la chicorée ont prolongé leur résistance à la baisse saisonnière même si la hausse a été deux fois moins importante qu'en octobre. L'alimentation des étals en hiver a été majoritairement assurée par les importations parfois trois fois supérieures aux exportations. Les prix du chou-fleur ont accentué leur hausse saisonnière en novembre par rapport au même mois de 2013, entretenus par des exportations dynamiques, notamment vers l'Allemagne. Les prix de l'endive, quant à eux, se sont maintenus pour le troisième mois consécutif au-

dessus de ceux de 2013, favorisés par une demande active confrontée à une offre réduite dès le début de campagne.

En novembre 2014, les cours des fruits ont diminué sur un an (- 13,5 %) mais les évolutions de prix se font cependant à un rythme moins soutenu que lors des mois précédents. La baisse des cours des fruits en novembre sur un an est ainsi deux fois moins importante qu'au mois de septembre. La commercialisation des fruits a été pénalisée par un marché européen et intérieur de la pomme peu actif et des ventes vers le grand export qui se sont conclues à des cours inférieurs à ceux des années passées. Les niveaux des stocks de pommes et poires sont en retrait par rapport à ceux de novembre 2013 (respectivement - 6 % et - 12 %) mais la référence 2013 était élevée et ces niveaux se situent dans la moyenne des cinq dernières années (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire, décembre 2014*). En moyenne sur cinq ans, les prix des fruits ont cependant quasiment retrouvé leur niveau moyen tandis que ceux des légumes dépassaient de 7 % la moyenne 2009-2013 (*Infos rapides Légumes, décembre 2014*).

En novembre, les cours du bétail et des volailles ont continué de baisser sur un an pour se retrouver quasiment au même niveau que les prix moyens 2009-2013. La baisse des prix des volailles et des lapins s'est accélérée alors que celle des animaux de boucherie s'atténuait.

En octobre, les productions d'animaux de boucherie se sont accrues par rapport au même mois d'octobre 2013, à l'exception de l'offre de porcins qui est demeurée stable, dans un contexte de prix à la production en recul pour quasiment toutes les espèces. La production totale de bovins a progressé sur un an, à la faveur des abattages des bovins et notamment de vaches, les exportations de brouillards ayant reculé. La mise à la réforme plus importante des vaches laitières a continué de peser sur les prix de novembre des gros bovins et notamment ceux des vaches de type « O ». En novembre, les abattages de veaux de boucherie ont entamé leur baisse saisonnière et ont été inférieurs au niveau de novem-

bre 2013. Les cours sont remontés mais sont demeurés sur un an en deçà de ceux de 2013. La consommation apparente de viande bovine s'est accrue en octobre sur un an, en lien avec une aggravation du déficit du commerce extérieur (*Infos rapides Bovins-Ovins, décembre 2014*).

En novembre, les abattages d'ovins se sont repliés sur un an et depuis le début de l'année, ils dépassent à peine ceux de 2013. La limitation de l'offre a contribué au redressement des cours des ovins qui sont les seuls parmi les animaux de boucherie à progresser (+ 1 %) en novembre sur un an (*Infos rapides Ovins, décembre 2014*).

Malgré une consommation apparente de viande porcine (y compris graisse de porc) en hausse sur un an, de 3 % depuis le début de l'année et 7 % en novembre, les prix à la production en novembre ont poursuivi leur baisse sur un an (*Infos rapides Porcins, décembre 2014*). Dans le courant de l'été, les cours français et européens avaient chuté à la suite d'abattages européens soutenus, d'une météo plutôt maussade et d'un marché russe toujours fermé depuis fin janvier aux viandes européennes. Ils se sont toutefois stabilisés au mois de novembre. La diarrhée épidémique porcine, apparue dans plusieurs parties du monde et notamment aux États-Unis, a plus particulièrement réduit la production américaine, favorisant localement une flambée du cours du porc. Pour maintenir ses approvisionnements, dans un contexte d'augmentation de la consommation asiatique de viande de porc, l'Asie a fortement accru ses importations de viande porcine d'origine européenne (hors graisse et abats), depuis le début de l'année 2014. Ce rebond ne compense cependant que partiellement la baisse des ventes enregistrée avec la Russie. Seuls les achats supplémentaires d'abats par l'Asie ont plus que compensé le déficit enregistré sur le marché russe. Ceux de viande porcine et surtout de graisses ont été insuffisants (*En 2014, la forte demande asiatique en viande européenne a amorti la baisse des ventes vers la Russie, Animaux de boucherie n° 2015/258, janvier 2015*).

En novembre 2014, les abattages de volailles ont amplifié leur repli en volume et têtes sur un an. La hausse des abattages de dindes et la quasi-stabilité de ceux concernant les canards n'ont pu compenser le recul des abattages de poulets. Au cours des trois premiers trimestres de 2014, la production de volailles baisserait par rapport à la même période de 2013, alors que la consommation apparente augmenterait dans le même temps, alimentée par des importations en hausse. Toutefois, le solde du commerce extérieur des viandes de volailles reste positif au cours des trois premiers trimestres, alimenté par les exportations de viande de dindes et de canard, le solde de la viande de poulet étant déficitaire.

S'agissant des œufs de consommation, les prix à la production ont progressé en novembre par rapport aux prix moyens 2009-2013, après une baisse entre août et octobre. Les mises en place de poussins de poulettes de ponte d'œufs de consommation seraient quasiment stables sur les dix premiers mois de 2014 et les prévisions de production d'œufs tableraient sur une baisse de 3 % pour le mois de février 2015 par rapport à février 2014 (*Infos rapides Aviculture, janvier 2015*).

En octobre 2014, les prix français à la production laitière ont été en retrait sur un an, après une croissance continue de 18 mois. Ce recul fait suite à la chute des cours mondiaux et euro-

péens des produits laitiers. De son côté, la collecte de lait de vache a progressé par rapport à octobre 2013 (+ 2,5 %) mais moins fortement que lors des premiers mois de la campagne 2014-2015. Cette inflexion des volumes se confirmerait au mois de novembre, avec des quantités collectées se rapprochant de celles de novembre 2013. Face à une offre de lait qui reste très abondante, les industriels ont accru, depuis le début de l'année, les fabrications de beurre et surtout de poudre de lait écrémé (*Infos rapides Lait, décembre 2014*).

En novembre 2014, l'excédent des échanges agroalimentaires français n'est que légèrement inférieur à son niveau de novembre 2013. L'excédent est quasiment stable avec l'UE, mais a diminué avec les pays tiers. La progression des exportations d'alcools n'a pu compenser le recul des ventes de viandes, notamment vers la Russie, des produits homogénéisés et des préparations alimentaires. L'excédent en produits agricoles bruts est en retrait sur un an, pénalisé par la baisse importante des exportations de fruits et légumes. Celles de céréales et d'oléagineux ont progressé, grâce à la hausse des quantités vendues, notamment celles de céréales vers l'Égypte. Le solde du commerce extérieur en produits transformés a augmenté, entretenu par un recul des importations plus important que celui des exportations. Les exportations de viandes, notamment de viande por-

cine, de produits préparés de la pêche, de tabac et d'huile se sont repliées (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, janvier 2015*). En cumul sur les onze premiers mois de l'année 2014, l'excédent diminue par rapport aux mêmes mois de 2013 et se caractérise par des exportations en baisse pour tous les mois de l'année.

Au 3^e trimestre 2014, l'excédent commercial des industries alimentaires et boissons (IAA) a continué de fléchir sur un an, mais moins qu'au 2^e trimestre 2014. La stabilisation de l'excédent commercial des boissons a largement contribué à réduire la baisse. Au 3^e trimestre 2014, la production des IAA a légèrement progressé par rapport au 3^e trimestre 2013, prolongeant la reprise amorcée au 2^e trimestre. La production des industries alimentaires a continué de progresser, contrebalançant le repli de la production des boissons. La hausse de la production des produits laitiers s'est poursuivie ainsi que celle de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires. La production des boissons a, quant à elle, été marquée par un repli de la production de bière. La croissance du chiffre d'affaires a ralenti en raison de prix toujours en recul (*Au 3^e trimestre 2014, le volume de la production des IAA a progressé légèrement par rapport au 3^e trimestre 2013, Industries agroalimentaires n° 2015/259, janvier 2015*).

Annie Delort

Sommaire des synthèses

Synthèses

Céréales et oléagineux : les cours se redressent en fin d'année, <i>Grandes cultures</i>	7	O. Satger
En 2014, la forte demande asiatique en viande porcine européenne a amorti la baisse des ventes vers la Russie, <i>Animaux de boucherie</i>	13	C. Pendariès
Au 3 ^e trimestre 2014, le volume de la production des IAA a progressé légèrement par rapport au 3 ^e trimestre 2013, <i>Industries agroalimentaires</i>	19	H. Bouhalli

Organismes et abréviations

Pour en savoir plus

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 11/11, décembre 2014 - n° 1/11, janvier 2015	M.A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Ovins, n° 11/11, décembre 2014 - n° 1/11, janvier 2015	M.A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Porcins, n° 11/11, décembre 2014 - n° 1/11, janvier 2015	C. Pendariès
Aviculture, n° 1/11, janvier 2015	C. Pendariès
Carotte, n° 4/6, décembre 2014	P. Arnoux
Chicorée, n° 3/5, décembre 2014	P. Arnoux
Chou-fleur, n° 4/6, janvier 2015	P. Arnoux
Climatologie, n° 12/12, décembre 2014 - n° 1/12, janvier 2015	J. Gabrysiak
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 12/12, décembre 2014 - n° 1/12, janvier 2015	G. Wemelbeke
Endive, n° 2/5, décembre 2014	P. Arnoux
Lait, n° 10/10, décembre 2014 - n° 1/12, janvier 2015	S. Cazeneuve
Laitue n° 3/6, décembre 2014 - n° 4/6, janvier 2015	P. Arnoux
Moyens de production n° 1/10, janvier 2015	H. Bouhalli, B. Edan
Poireau, n° 4/5, janvier 2015	P. Arnoux
Prix agricoles et alimentaires n° 1/10, janvier 2015	A. Delort
Stocks Pommes-Poires n° 3/10, décembre 2014 - n° 4/10, janvier 2015	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

[Retour éditorial](#)

Céréales et oléagineux : les cours se redressent en fin d'année

Les récoltes mondiales et françaises de céréales et d'oléagineux ont été pressenties puis se sont confirmées abondantes pour la campagne 2014/2015. Les révisions à la hausse ont ainsi pesé à la baisse sur les prix entre juillet et septembre 2014. Les cours sont toutefois ensuite remontés, d'octobre jusqu'à la fin d'année. Les difficultés d'acheminement des récoltes américaines du Middle West vers les ports puis les taxes à l'exportation de blés russes ont notamment soutenu les cours. Néanmoins, les prix en décembre 2014 sont demeurés inférieurs pour la plupart des céréales et des oléagineux à ceux de 2013. Contrairement à celui des autres céréales, le prix du blé dur est élevé. L'offre de blé dur est très limitée à la suite d'une faible récolte et des problèmes de qualité rencontrés au Canada.

En 2014/2015, la production mondiale de céréales devrait s'établir à 1 990 millions de tonnes selon le CIC (Conseil international des céréales), proche du niveau record de la dernière campagne (1 994 millions de tonnes). La consommation progresserait mais resterait largement inférieure à la production. Ainsi, les stocks s'alourdiraient de 25 millions de tonnes, soit une hausse de 6 %.

Campagne 2014/2015 : un bilan mondial de blé tendre excédentaire

En blé, les stocks mondiaux de fin de campagne 2014/2015 progresseraient de 3 % pour atteindre 193 millions de tonnes, selon le CIC. La consommation s'établirait à 712 millions de tonnes, en hausse de 2,4 %, mais demeurerait inférieure à la production

qui se maintient à un niveau élevé. En France, la récolte de blé tendre serait de 37,5 millions de tonnes, en progression de 2 % sur un an. Elle dépasserait de 5 % la moyenne annuelle 2009-2013. Une partie de cette récolte ne pourra être utilisée qu'en alimentation animale. En effet, les températures froides et les précipitations de juillet et août ont généré localement des phénomènes de prégermination rendant impropres certains blés à la panification (*Blé tendre : le niveau élevé de la récolte tire les prix vers le bas, Céréales n° 2014/249, octobre 2014*). Dans certains territoires, les temps de chute de Hagberg, test mesurant les effets de la germination, ont été inférieurs aux niveaux requis par la meunerie. Selon FranceAgriMer, 46 % de la récolte aurait un temps de chute de Hagberg supérieur à 220,

temps qui correspond à un très bon niveau pour la panification. Entre 2009 et 2013, cette proportion a varié entre 72 % et 100 %.

Les exportations de blé d'origine française ont été en recul vers l'Algérie mais sont en hausse vers l'Égypte. Cette dernière exige des temps de Hagberg pour les blés importés inférieurs à ceux de l'Algérie. Selon FranceAgriMer, le stock de fin de campagne atteindrait 4,3 millions de tonnes contre 2,3 millions de tonnes un an plus tôt.

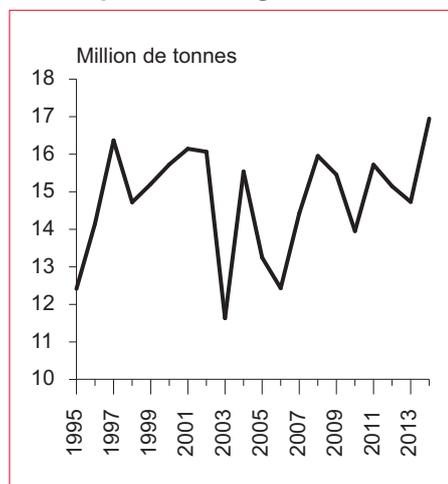
Les stocks devraient augmenter en maïs

Fin novembre, le CIC a revu sa prévision de récolte mondiale de maïs à la hausse (+ 2,6 millions de tonnes).

Elle s'élèverait à 982,3 millions de tonnes. L'essentiel de cette révision proviendrait de la Chine dont la récolte serait à un niveau plus élevé que celui anticipé précédemment (216 millions de tonnes contre 214 millions de tonnes). La récolte chinoise serait proche du niveau record de la campagne précédente. La récolte s'annonce également abondante aux États-Unis, avec selon le CIC, 365 millions de tonnes attendues pour la campagne 2014/2015. La récolte dans l'Union européenne devrait également progresser pour s'établir à 73 millions de tonnes, avec les rendements les plus importants jamais enregistrés, d'après le bulletin Mars édité par la Commission européenne en décembre. En France, la récolte de maïs grain est estimée à plus de 17 millions de tonnes, en hausse de 13 % sur un an.

La demande mondiale progresserait de 21 millions pour atteindre 963 millions de tonnes, notamment grâce à l'alimentation animale. L'utilisation en alimentation humaine et en industrie, notamment pour la production d'éthanol, progresse à un rythme plus lent. Pour la campagne 2014/2015, 58 % de la production de maïs servirait à l'alimentation animale. La production demeurerait excédentaire par rapport à la consommation. Au niveau mondial, les stocks de fin de campagne progresseraient de 19 millions pour atteindre 195 millions de tonnes, selon

Une récolte française 2014 historique en maïs-grain



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 1995-2013/Conjoncture 2014

le CIC. En France, les stocks de fin de campagne devraient s'établir à 4 millions de tonnes contre 2,3 millions de tonnes un an plus tôt selon FranceAgriMer.

Des prix en baisse durant l'été

Au cours de l'été, les relèvements des perspectives de récoltes mondiales de céréales ont entraîné les cours à la baisse. Ce recul s'est poursuivi en septembre avec la nouvelle révision à la hausse pour la récolte de maïs, notamment en Europe, à l'occasion du début des récoltes.

En septembre, le blé tendre meunier français cotait 18 % de moins qu'en avril. Aux États-Unis, le prix du blé de type soft red winter (SRW) était en baisse de 21 % à la bourse de Chicago, mais la baisse n'a été que de 11 % en Fob golfe du Mexique. Cette différence provient d'une augmentation sensible des coûts d'acheminement de l'intérieur des terres vers la côte en septembre. Toutes ces baisses correspondent à des prix libellés en euros.

Outre l'abondance de récolte mondiale, le maïs a subi la concurrence du blé fourrager. Ainsi, en France, le prix du maïs a perdu 25 % et celui du blé fourrager 32 % entre avril et septembre 2014. En septembre 2014, le prix du maïs a baissé de 21 % en France par rapport à 2013. Sur cette même période, le prix du blé fourrager perdait 27 %.

Les cours des céréales se redressent en fin d'année

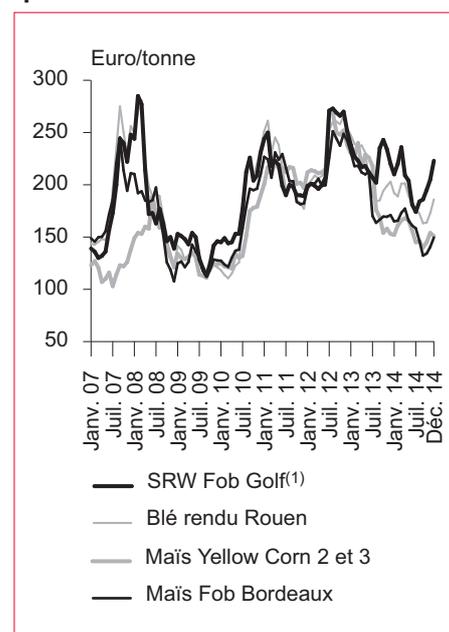
À partir d'octobre, les cours des céréales sont remontés malgré les récoltes abondantes au niveau mondial. La poursuite de la baisse de l'euro par rapport au dollar a renforcé mécaniquement les prix des céréales libellés en euros. En octobre-novembre, des difficultés d'acheminement des récoltes abondantes américaines du Middle West vers les ports ont soutenu les cours. Les productions agricoles se sont trouvées en concurrence avec le gaz et le pétrole de schiste pour leur transport par voie routière, fluviale ou ferroviaire. Les infrastructures vieilliss-

santes ont difficilement permis d'absorber à la fois les récoltes abondantes de cette année et les hydrocarbures comme le gaz et le pétrole de schiste, en fort développement ces dernières années. En novembre, du blé fourrager français a été livré aux États-Unis. Le volume est modeste (45 000 tonnes) au regard de la production française mais est symptomatique des difficultés logistiques américaines rencontrées durant cette période de moisson. La différence de cours entre la bourse de Chicago et le SRW Fob Golf traduit ces problèmes. Ainsi, l'écart entre ces deux cotations est passé de 26 € en juillet à 42 € en septembre puis 47 € en octobre. Lors de la campagne 2013/2014, un écart supérieur à 50 € avait perduré de septembre 2013 à mars 2014. L'écart était inférieur en moyenne mensuelle à 26 € en dehors de ces mois où la plus grande partie des récoltes doit être acheminée vers les ports.

Les inquiétudes sur le blé russe ont favorisé le maintien des cours

La hausse du cours des céréales s'est poursuivie en décembre. Le prix du blé tendre a retrouvé des niveaux proches

Depuis juillet 2014, le prix du blé aux États-Unis est plus élevé qu'en France



(1) SRW : Soft Red Winter Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

de ceux de l'an passé en fin d'année. Les inquiétudes concernant la Russie ont soutenu les cours. La faiblesse du manteau neigeux a fait craindre le gel des cultures en cas de grands froids et la chute du rouble a incité les agriculteurs et les négociants russes à conserver ou à exporter leur blé plutôt que de l'échanger contre des roubles. Le potentiel de la prochaine récolte pourrait également être entamé par la faiblesse du rouble et la hausse des taux d'intérêt en Russie (passés de 11 à 17 % pour soutenir le rouble) qui pourraient entraîner une baisse des intrants pour les agriculteurs russes. Pour contenir une flambée du prix du pain, les autorités russes ont envisagé des restrictions à l'exportation. Les conditions sanitaires pour l'exportation sont ainsi devenues plus restrictives début décembre. Fin décembre, les autorités russes ont annoncé la mise en place de taxes à l'exportation entre février et juin 2015. Chaque tonne de blé exportée sera taxée 35 € au minimum.

Néanmoins, l'impact de ces mesures pourrait être limité. En effet, une grande partie des exportations russes a déjà été réalisée et elles devraient se poursuivre jusqu'à fin janvier. Par ailleurs, la taxe ne signifie pas l'arrêt des exportations. Si la faiblesse du rouble se poursuit, l'exportation de blé russe pourrait encore être rentable au-delà du 1^{er} février.

Malgré le rebond, des prix en décembre toujours en recul sur un an en France

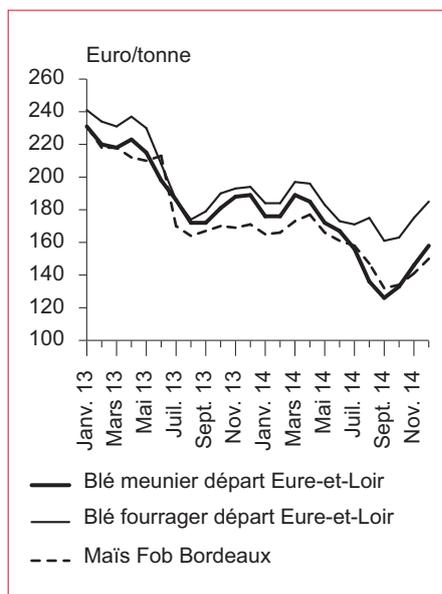
En décembre, le prix moyen du blé tendre de qualité meunière départ Eure-et-Loir a progressé de 15 % par rapport à septembre. Le prix du maïs rendu Bordeaux a progressé de 19 % sur la même période. En décembre 2014, le prix du blé tendre départ Eure-et-Loir se rapproche de celui de décembre 2013 (- 4 %). Par ailleurs, de septembre à la fin de l'année 2014, le prix du blé tendre départ Eure-et-Loir de qualité meunière s'est négocié à des niveaux proches voir au-dessus de celui du blé tendre de classe 1 rendu Rouen. En général, le prix du blé rendu Rouen est plus cher pour tenir compte des frais d'acheminement.

Cette année, l'absence de prime du rendu Rouen sur le blé de qualité meunière départ Eure-et-Loir pourrait provenir d'une différence de qualité entre les deux, notamment en termes de temps de chute de Hagberg. En décembre 2014, le blé rendu Rouen perdait 8 % par rapport à 2013.

Aux États-Unis, exprimé en euro, le rebond des prix du blé tendre depuis septembre a plus que compensé la baisse estivale. Ainsi, à la bourse de Chicago, le cours du blé tendre a été en hausse de 9 % entre décembre 2014 et décembre 2013. Celui du blé SRW Fob Golf a, quant à lui, progressé de 3 % entre décembre 2014 et décembre 2013. Les problèmes de qualité rencontrés en France pourraient expliquer une partie de ces différences d'évolution des prix sur un an entre la France et les USA.

En décembre, le maïs (- 13 %) et le blé fourrager (- 16 %) ont davantage baissé sur un an en France que le blé meunier. L'écart entre le blé fourrager et le blé de qualité meunière a été particulièrement élevé en début de moisson lorsque la crainte sur la qualité est apparue. De 10 % en juillet, l'écart a atteint 28 % en août.

Le prix du blé et du maïs remonte fin 2014



Source : La Dépêche

Le manque de blé dur entraîne une hausse du prix

Contrairement aux autres céréales, ni la production de blé dur ni les stocks ne devraient permettre de satisfaire la demande mondiale pour la campagne 2014/2015. De fortes précipitations au Canada ont, en effet, entraîné des problèmes de qualité du blé dur, rendant une grande partie de la production canadienne impropre à la production de pâte. Le Canada est le premier exportateur mondial de blé dur. De plus, la production de blé dur reculerait de 7 % dans l'Union européenne et de 15 % en France, en raison du recul de la sole.

En conséquence, le prix du blé dur a progressé rapidement en septembre et en octobre avant de se stabiliser à un niveau élevé à partir de mi-novembre. Le prix moyen du premier trimestre de la campagne 2014/2015 était ainsi en hausse de 21 % sur un an. La hausse sur un an a atteint 58 % en octobre puis 74 % en novembre. En décembre, le prix du blé dur s'est légèrement replié mais la hausse demeure importante (+ 65 % par rapport à décembre 2013). Ainsi, en décembre 2014, le blé dur s'est négocié au-delà de 400 € la tonne, niveau historiquement élevé.

Néanmoins, ce niveau élevé de prix concerne uniquement les blés durs de bonne qualité. Comme au Canada, des problèmes de qualité sont apparus en France à cause des intempéries estivales. Une partie de la récolte ne satisfait pas les critères de l'industrie semoulière avec un temps de chute de Hagberg inférieur à 100 ou un taux de GMS (grains germés, mouchetés ou fusariés) trop élevé. Un marché pour les blés sans garantie de Hagberg s'est donc formé. Au départ d'Eure-et-Loir, le blé dur sans garantie de Hagberg a coté en moyenne, de septembre à décembre, 29 % de moins que le blé dur satisfaisant les normes semoulières. Certains lots nécessitent un travail important pour être transformés en pâte alimentaire ou en semoule.

Entre août et novembre, le rapport entre le prix du blé dur et celui du blé

tendre meunier a augmenté (1,7 en août et 2,4 en novembre). En décembre, à la faveur de la remontée du prix du blé tendre et du léger repli du blé dur, ce rapport est redescendu à 2,2 mais reste à un niveau élevé par rapport aux campagnes précédentes.

Rebond du prix des oléagineux en fin d'année

Selon le CIC, la production mondiale de soja devrait atteindre 308 millions de tonnes lors de la campagne 2014/2015, en hausse de 8 %. La consommation stagnerait à 297 millions de tonnes. Les stocks s'établiraient à 40 millions de tonnes, en progression de 37 % sur un an. La récolte de soja devrait être particulièrement élevée chez les trois principaux exportateurs de soja : Argentine, Brésil et États-Unis. La récolte de colza augmenterait de 8 % dans l'Union européenne et de 26 % en France, grâce à des rendements élevés. La récolte de tournesol progresserait de 6 % dans l'Union européenne, malgré une légère baisse en France (- 1,9 %) due au recul de la sole.

L'abondance des récoltes réalisées en 2014 ou anticipées pour 2015 a été un facteur de baisse du prix des oléagineux. Les cours du pétrole ont également pesé sur les cotations. La décision de l'Opep fin novembre de maintenir les quotas de production de pétrole a provoqué une chute du prix de ce dernier et dans son sillage celui du soja. Exprimé en dollar, le cours de la tonne de soja sur le marché de Chicago a perdu 31 % entre mai et décembre 2014.

Néanmoins, certains facteurs haussiers ont contrebalancé ces éléments négatifs. Comme pour les céréales, la dépréciation de l'euro par rapport au dollar a soutenu les cours exprimés en euros. En fin d'année, des craintes sur une baisse de la production d'huile de palme en Indonésie, à la suite d'inondations ont également soutenu les cours des oléagineux.

Le prix du colza a baissé de mars à septembre 2014. La récolte de colza augmenterait de 26 % en France et de 8 % dans l'Union européenne. En sep-

tembre, le prix moyen mensuel du colza était 24 % plus bas qu'en mars. Puis il s'est redressé en fin d'année. En décembre, il avait repris 10 %, en moyenne, par rapport à septembre. Le recul des semis de colza pour 2015 en France et dans l'Union européenne a pu permettre de soutenir le cours en fin d'année. De même, la révision à la baisse de la production de canola en Australie a été un facteur favorisant la hausse du cours du colza. Ces éléments haussiers peuvent expliquer une

baisse du colza sur un an plus faible que celle du soja. En effet, entre décembre 2014 et décembre 2013, le colza a reculé de 9 %, contre 14 % pour le soja.

Le prix du tournesol favorisé par rapport au colza et au soja

De mars à septembre 2014, le prix du tournesol a diminué comme les autres oléagineux. Néanmoins, cette baisse a été moins forte que pour le soja ou le

Emblavements pour la récolte 2015 en France : des rapports de prix favorables aux semis de blé dur

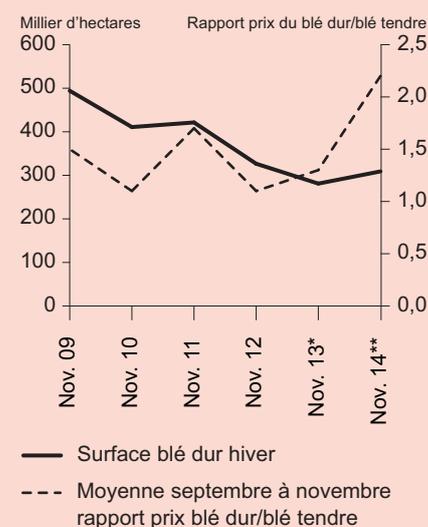
Les rapports de prix entre les grandes cultures ont influencé la campagne de semis pour 2015. La sole de blé dur augmenterait en 2015 après deux années de baisse importante. En France, elle augmenterait de 10 % sur un an mais demeurerait inférieure de 20 % à la moyenne 2010-2014. La forte hausse du prix du blé dur conjuguée à la baisse du blé tendre a incité certains agriculteurs à opter pour le blé dur. La différence de prix entre le blé dur et le blé tendre doit être suffisante pour compenser la différence de rendement afin de rendre la culture du blé dur attractive. Lors de la période des semis de blé – de septembre à novembre – le rapport de prix entre le blé dur et le blé tendre était de 1,1 en 2012, de 1,3 en 2013 et de 2,2 en 2014. En Midi-Pyrénées et en Languedoc-Roussillon, la sole de blé tendre d'hiver reculerait, probablement au bénéfice du blé dur. En Midi-Pyrénées, la sole consacrée au blé dur d'hiver augmenterait de 18 % sur un an. En Languedoc-Roussillon, elle augmenterait de 8 %.

La période des semis de colza débute entre fin août et début septembre. Cette année, certains agriculteurs ont pu privilégier le blé plutôt que le colza en raison d'un rapport de prix plus favorable au blé. Oscillant en général autour de 2, ce qui correspond à peu près à la différence de rendement entre les deux cultures, il s'est établi à 1,8, en juillet et août. Les sur-

faces consacrées au blé tendre augmenteraient de 2 % en France pour s'établir à 5,1 millions d'hectares et l'implantation de colza diminuerait de 1 %.

Globalement, la sole de céréales d'hiver progresserait de 2 % en 2015 à 7,1 millions d'hectares. Les surfaces progresseraient pour toutes les céréales à paille à l'exception du triticale. Les surfaces consacrées à l'orge augmenteraient de 1,3 %, soit 1,3 million d'hectares.

Le rapport de prix entre blé dur et blé tendre est historiquement élevé en 2014



* Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2014.
 ** Situation mensuelle au 1^{er} décembre 2014.
 Sources : Agreste, La Dépêche

colza. À partir de la mi-septembre, le prix du tournesol s'est redressé et a dépassé en fin d'année le prix du colza. En automne, les prévisions de récolte des deux plus importants producteurs mondiaux, Russie et Ukraine, ont été

revues à la baisse. En novembre, l'USDA a révisé à la baisse de 0,5 million de tonnes sa prévision de récolte pour la Russie (9 millions de tonnes). Le centre allemand indépendant de recherche sur les huiles végétales Oil

World prévoit une récolte mondiale de graines de tournesol en baisse de 4,7 % sur un an pour la campagne 2014/2015. En moyenne en décembre 2014, le cours du tournesol a retrouvé son niveau de décembre 2013.

Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin Mars édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission européenne/DG-Agri.
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm. Les données historiques disponibles depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>.
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.
- Fob golfe du Mexique : prix free on board (Fob) intègre les coûts d'acheminement de la zone de production vers le golfe du Mexique et les frais de chargement. C'est l'équivalent du « rendu Rouen » en France mais en ajoutant les frais de chargement.
- Les éléments sur la qualité des blés proviennent de l'enquête FranceAgriMer/Arvalis, une synthèse est disponible sur le site de FranceAgriMer : <http://www.franceagrimer.fr>.
- Le temps de chute de Hagberg est l'un des critères qui servent à sélectionner les lots de blés destinés à la panification. Un temps suffisamment long traduit l'intégrité de l'amidon et l'aptitude à la fermentation, un temps court traduit la transformation de l'amidon en sucres à la suite du début de la germination du grain.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis d'hiver : progression pour les céréales à paille, légère baisse pour le colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 10/10, décembre 2014
- « Une production record de maïs et de pommes de terre », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 9/10, novembre 2014
- « Blé tendre : le niveau élevé de la récolte tire les prix vers le bas », Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2014/249, octobre 2014
- « Mars 2014 : redressement des cours céréaliers et oléagineux », Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2014/236, avril 2014

PRODUCTIONS ANIMALES - Animaux de boucherie

Synthèses Porcins janvier n° 2015/258

[Retour éditorial](#)

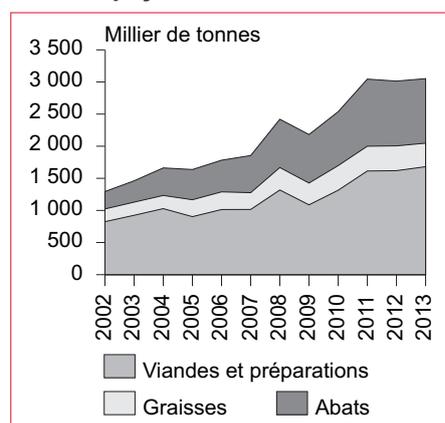
En 2014, la forte demande asiatique en viande porcine européenne a amorti la baisse des ventes vers la Russie

De 2002 à 2013, les exportations de viande porcine de l'Union européenne vers les pays tiers ont doublé en volume. Au cours des trois premiers trimestres de 2014, la tendance s'est inversée avec une baisse de 8 % en glissement annuel. Ce repli provient notamment de la quasi-fermeture du marché russe à la suite de l'embargo sanitaire de ce pays fin janvier 2014 sur les viandes porcines européennes. La forte progression des exportations de porc vers l'Asie a permis de compenser seulement en partie le déficit de ventes vers la Russie. Les prix du porc des principaux producteurs européens et notamment en France sont en fort repli, pénalisés par la baisse des exportations vers la Russie. Le prix du porc français est largement tributaire du marché européen et son évolution est calquée sur celle des prix des autres pays producteurs. Les prix européens se sont fortement repliés en février mars, juste après la mise en place de l'embargo sanitaire, avant de se redresser puis plonger à nouveau de juillet à octobre, et de se stabiliser à un bas niveau en novembre.

De 2002 à 2013, les exportations de viande porcine de l'Union européenne vers les pays tiers ont fortement augmenté

Entre 2002 à 2013, les exportations de viande porcine (y compris graisse) de l'Union Européenne vers les pays tiers ont doublé (2 millions de tonnes en 2013). Dans le même temps, les envois d'abats de porc vers les mêmes destinations ont progressé encore plus fortement (+ 271 %). Au total, les exportations de viande, de graisse et d'abats porcins ont augmenté de 136 % de l'Union européenne vers les pays tiers.

Forte hausse des exportations de viande de porc de l'Union européenne vers les pays tiers, de 2002 à 2013



Source : Eurostat

Le commerce européen du porc est déstabilisé par l'embargo russe mis en place fin janvier 2014

En cumulé sur les neuf premiers mois de 2014, la tendance 2002-2013 s'est inversée et les ventes de viande porcine de l'Union européenne aux pays tiers se sont repliées de 8 % par rapport à la même période en 2013. Le repli est général, à l'exception des abats qui ont augmenté. Les viandes salées et séchées ont également progressé mais les volumes sont réduits.

La baisse résulte d'un très net recul des exportations vers la Russie compensé,

mais en partie seulement, par des hausses sur d'autres destinations, notamment en Asie. En cumul sur les neuf premiers mois de 2014, les achats russes de viande porcine européenne se sont fortement réduits, à la suite de l'embargo sanitaire décrété fin janvier par ce pays pour faire face à la peste porcine africaine, apparue en Pologne sur des sangliers.

Au cours des trois premiers trimestres 2014, les volumes de viande porcine (hors graisse et abats) exportés par l'Union européenne vers la Russie ont représenté à peine 10 % des ventes effectuées au cours de la même période en 2013, soit un déficit de 260 000 tonnes. Concernant les graisses et les abats, la baisse est similaire et les volumes achetés par la Russie se sont réduits respectivement de 170 000 et 65 000 tonnes. L'ensemble des achats par la Russie de viande de porc européenne au cours des neuf premiers mois a, pour l'essentiel, été réalisé sur le seul mois de janvier, la baisse étant d'environ 97 % en glissement annuel pour les huit mois suivants. Les 3 % restants correspondent à des produits cuits ou fermentés et maturés encore autorisés. Au cours de

cette période, le flux a été quasiment nul depuis la France.

La demande asiatique amortit les effets de l'embargo russe

En 2014, la diarrhée épidémique porcine a sévi dans plusieurs régions du monde, plus particulièrement en Amérique du Nord et en Asie, limitant la production porcine sur ces deux continents. Les États-Unis sont les plus touchés ; la baisse de leur production a été marquée et a généré une flambée des cours du porc, diminuant de fait la compétitivité de la viande porcine américaine sur le marché mondial. En Asie, à l'exception de la Chine où la production a continué d'augmenter en 2014, l'offre locale a également diminué, entraînant une hausse des achats de viande importée pour répondre à la demande croissante de viande porcine. Profitant de la moindre compétitivité de la viande américaine, renforcée par la baisse de l'euro par rapport au dollar, les opérateurs européens ont gagné des parts de marché en Asie. Cinq pays ont ainsi fortement accru leurs importations de viande porcine européenne (hors graisse et abats) depuis le début de l'année 2014 : le

Japon pour près de 75 000 tonnes supplémentaires, la Corée du Sud (52 000 tonnes de plus), les Philippines (24 000 tonnes de plus), Hong Kong (19 000 tonnes de plus) et Taïwan (14 000 tonnes de plus). Cependant, les achats supplémentaires de viande porcine européenne (hors graisse et abats) effectués par ces cinq pays n'ont compensé que 70 % environ des baisses des ventes enregistrées sur le marché russe, en cumul sur les neuf premiers mois de 2014.

À l'inverse de ses voisins, la Chine a réduit ses importations de viande porcine européenne (hors graisse et abats) de 30 000 tonnes, sur la même période. Toutefois, elle a augmenté ses achats d'abats porcins d'origine européenne de 36 000 tonnes. La tendance est la même pour les pays asiatiques précédemment cités, à l'exception d'Hong Kong, qui a réduit ses importations d'abats de 7 400 tonnes sur la période. Au total, les importations supplémentaires d'abats porcins d'origine européenne par la Chine, le Japon, la Corée du Sud, les Philippines et Taïwan ont largement comblé la baisse des ventes d'abats à la Russie.

Les exportations de viande porcine de l'Union européenne vers les pays tiers reculent fortement en 2014

Unité : millier de tonnes

	Pays tiers			dont Russie		
	9 mois 2013	9 mois 2014	Évolution 2014-2013	9 mois 2013	9 mois 2014	Évolution 2014-2013
Viande et préparations	1 238	1 134	- 103	293	32	- 262
Graisse de porc	273	171	- 102	189	19	- 169
Abats de porcins	746	778	+ 32	71	5	- 66
Total	2 256	2 083	- 174	553	57	- 496

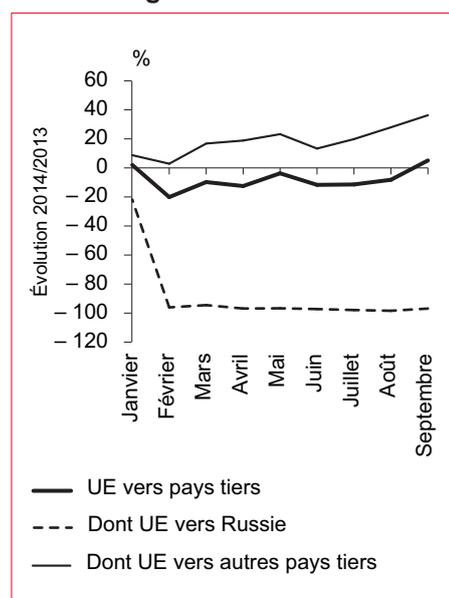
	dont Japon, Corée du Sud, Hong Kong, Philippines, Taïwan, États-Unis			dont autres pays tiers (y compris Chine)		
	9 mois 2013	9 mois 2014	Évolution 2014-2013	9 mois 2013	9 mois 2014	Évolution 2014-2013
Viande et préparations	326	511	+ 185	618	591	- 27
Graisse de porc	17	46	+ 28	67	105	+ 39
Abats de porcins	268	313	+ 45	407	459	+ 52
Total	612	871	+ 258	1 092	1 156	+ 64

Source : Eurostat

La situation n'est pas aussi favorable pour les graisses de porc d'origine européenne qui peinent à se réorienter vers cette partie du monde. Les achats supplémentaires vers les cinq pays asiatiques considérés n'ont représenté sur la période que 17 % des pertes enregistrées sur le marché russe.

En cumul sur les neuf premiers mois de 2014, les exportations de viande porcine européenne (y compris graisse) vers les États-Unis progressent de 45 % en volume, soit 19 000 tonnes supplémentaires.

À compter de mars 2014, les exportations de viande porcine européenne vers les pays tiers autres que la Russie compensent en partie les conséquences de l'embargo



Source : Eurostat

Les ventes de viande porcine française se sont maintenues vers l'Union européenne, mais se sont réduites fortement vers les pays tiers

En cumul sur les trois premiers trimestres de 2014, les exportations de viande porcine française (y compris graisse) ont été en baisse de plus de 6 % par rapport aux trois premiers trimestres 2013. Les volumes de viande porcine, hors graisse, ont moins reculé (-3 %), que les tonnages de graisses (-33 %). À l'instar de plusieurs autres grands producteurs européens, si le recul des ventes de viandes à la Russie a pu être compensé, pour partie, grâce à d'autres débouchés, notamment asiatiques, il n'en a pas été de même pour les graisses d'origine porcine. À l'inverse, la hausse des ventes d'abats porcins d'origine française (+8 %) sur la période considérée a contribué à réduire le manque à gagner avec la Russie. Les exportations de viande porcine, y compris graisse, sont quasiment stables vers l'Union européenne alors qu'elles se réduisent de plus d'un cinquième (25 000 tonnes de moins) vers les pays tiers.

Les importations françaises de viande porcine sont en légère hausse, notamment depuis le Danemark

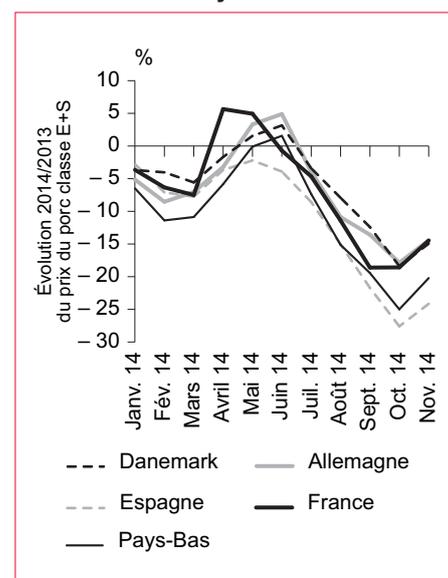
En cumul sur les neuf premiers mois, les achats français de viande porcine, y compris graisse, ont été en augmentation de 0,8 %, soit 3 000 tonnes supplémentaires (2 400 tonnes, en provenance de l'Union européenne et 600 tonnes venant des pays tiers). Les

volumes importés depuis le Danemark ont progressé fortement (+85 %, soit 7 500 tonnes de plus). À l'inverse, ils ont été en fort repli en provenance des Pays-Bas (-21 %, soit 3 400 tonnes de moins) et en baisse plus modérée depuis la Belgique (-1,3 %, soit 400 tonnes de moins). Ils ont été quasiment stables depuis l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni.

Le marché européen du porc est toujours largement conditionné par les exportations

De 2010 à 2014, les évolutions de prix du porc des principaux pays producteurs européens ont évolué parallèlement soit à la hausse, soit à la baisse.

Les cours du porc des principaux producteurs européens baissent fortement entre juillet et octobre



Source : traitement SSP, d'après données Commission européenne

Les exportations de viande porcine espagnole (y compris graisse) ont continué de progresser en 2014

Unité : millier de tonnes

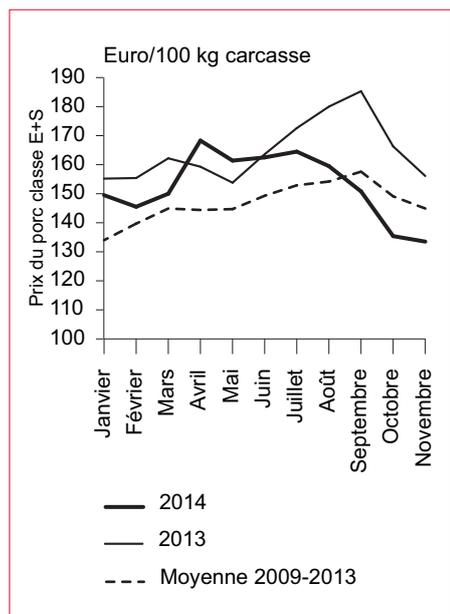
Viande porcine (y compris graisse)	Exportations vers l'Union européenne			Exportations vers les pays tiers			Ensemble des exportations		
	9 mois 2013	9 mois 2014	Évolution 2014-2013 (%)	9 mois 2013	9 mois 2014	Évolution 2014-2013 (%)	9 mois 2013	9 mois 2014	Évolution 2014-2013 (%)
Allemagne	1 364	1 412	+ 3,5	330	264	- 20,1	1 695	1 676	- 1,1
Danemark	687	704	+ 2,5	289	273	- 5,5	977	978	+ 0,1
Espagne	658	686	+ 4,2	146	173	+ 18,7	804	859	+ 6,8
France	319	317	- 0,6	118	93	- 21,2	437	410	- 6,2
Pays-Bas	569	585	+ 3,0	87	82	- 5,4	655	668	+ 1,9

Source : Eurostat

Sur les onze premiers mois de 2014, les cours européens du porc ont été en net recul. Ils se sont fortement repliés en février-mars, à la suite de l'embargo russe, puis se sont redressés avant de plonger entre juillet et octobre et de se stabiliser en novembre.

Le prix du porc allemand conditionne pour partie l'ensemble des pays européens. En 2014, il a été en recul important et il semble que le repli des exportations allemandes vers les pays tiers, plus d'un cinquième en moins en volume sur les neuf premiers mois de 2014 par rapport à la même période en 2013, soit à l'origine de cette baisse.

Le cours français du porc se replie fortement au 3^e trimestre 2014

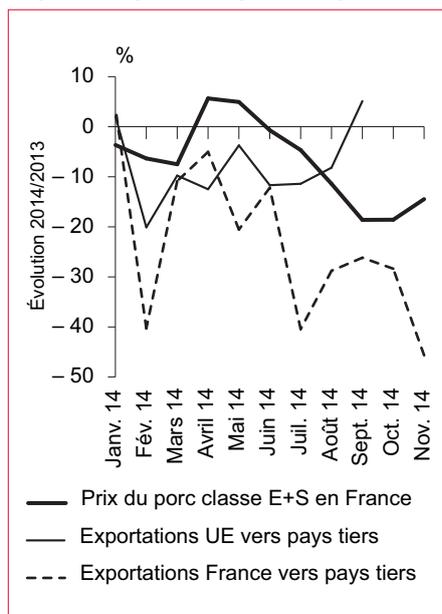


Source : traitement SSP, d'après données Commission européenne

Un marché français du porc largement influencé par le marché européen, malgré une bonne tenue de la consommation en 2014.

Le commerce du porc est un marché européen et mondial et il semble que les grands exportateurs européens de viande porcine, comme l'Allemagne (voir synthèse n° 2014/231 de janvier 2014) aient une influence non négligeable sur l'évolution des cours (*Un marché européen du porc conditionné par les exportations, Animaux de boucherie, n° 2012/198, décembre 2012 – En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/231, janvier 2014*).

La reprise des exportations européennes et françaises soutient le prix du porc au printemps



Source : traitement SSP, d'après données Commission européenne et Eurostat

La France se retrouve dans une situation moyenne vis-à-vis des autres pays européens aussi bien pour la baisse du prix du porc que pour le recul des exportations. En cumul sur les neuf premiers mois, l'offre française a plutôt été abondante, stable voire en légère augmentation. Sur la même période, la consommation calculée par bilan a été en hausse, en particulier, la consommation à domicile des ménages mesurée par le panel Kantar (*En 2014, les ménages ont acheté globalement moins de viande, mais plus de viande à « moindre temps de préparation », Consommation n° 2014/256, décembre 2014*). Au cours des dix premiers mois, la consommation française a été alimentée, en partie, par la légère hausse des importations (+ 0,8 %).

Au premier trimestre 2014, le cours du porc français a été en retrait par rapport au premier trimestre 2013. Cette baisse s'explique principalement par la fermeture du marché russe, à la suite de l'embargo sur les viandes porcines européennes décidé en janvier. Au trimestre suivant, le prix du porc s'est plutôt mieux comporté, soutenu par une consommation intérieure dynamique liée à un printemps ensoleillé (en juin tout au moins) et à des flux importants vers certains pays d'Asie.

Dans le courant de l'été, le cours français a commencé à chuter dans un contexte d'abattages porcins soutenus en Europe, d'un été maussade, peu propice à la consommation de grillades à cette période et d'un marché russe qui reste fermé aux viandes porcines européennes. À l'automne, la chute s'est stabilisée.

Sources et définitions

Sources

- L'enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux
- Eurostat pour les statistiques européennes
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur

Définitions

- Production indigène brute (PIB) : la production indigène brute est obtenue par calcul à partir des abattages totaux, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Pour obtenir les abattages totaux, les abattages contrôlés sont redressés afin de tenir compte de l'ensemble des animaux abattus hors abattoir.
- Depuis le 01/01/2014, la réglementation européenne définissant la classe des porcs charcutiers a été modifiée. Jusqu'en décembre 2013, la classe E correspondait aux porcs charcutiers dont la teneur en viande maigre (TMP) était supérieure ou égale à 55 %. Depuis janvier 2014, la réglementation restreint la classe E aux animaux dont la TMP est comprise entre 55 % et moins de 60 %, les porcs charcutiers de TMP \geq 60 % étant dorénavant classés en S. À des fins de comparaison sur longue période, le périmètre observé jusqu'en 2013, porcs charcutiers de TMP \geq 55 %, a été reconstitué en 2014 pour les principaux pays producteurs européens à partir des cotations hebdomadaires relevées en 2014 pour chacune des classes E et S. Pour chaque pays, ces cotations ont été pondérées par les volumes nationaux abattus en 2013 en classe E et en classe S. La cotation ainsi calculée correspond selon la nouvelle réglementation au prix du porc charcutier des classes E et S réunies.
- Graisse de porc :
 - lard (sans parties maigres), frais, réfrigéré, congelé, salé, séché, fumé ou en saumure.
 - graisse de porc non fondue ni autrement extraite, fraîche, réfrigérée, congelée, salée ou en saumure, séchée ou fumée
 - saindoux fondu ou autrement extrait

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le Bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de porcins sont en baisse en novembre », Infos rapides Animaux de boucherie n° 11/11, décembre 2014
- « En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2014/231, janvier 2014
- « Un marché du porc européen conditionné par les exportations », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2012/198, décembre 2012
- « Vers une disparition du cycle du porc ? », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2010/116, juin 2010

Retour éditorial

Au 3^e trimestre 2014, le volume de la production des IAA a progressé légèrement par rapport au 3^e trimestre 2013

Au 3^e trimestre 2014, la production des industries alimentaires et boissons (IAA) a légèrement progressé par rapport au 3^e trimestre 2013, poursuivant la reprise amorcée au 2^e trimestre. La production des industries agroalimentaires a continué d'augmenter, contrebalançant le repli de la production des boissons. En effet, la hausse de la production des produits laitiers s'est poursuivie ainsi que celle de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires, ces postes représentant 30 % des IAA. La production des boissons a, quant à elle, été marquée par un repli de la production de bière, pesant sur l'évolution totale des IAA. L'excédent commercial des IAA a fléchi sur un an, de manière moins prononcée que lors du 2^e trimestre 2014. La stabilisation de l'excédent commercial des boissons a fortement contribué à cette évolution. La croissance du chiffre d'affaires a ralenti en raison de prix toujours en recul.

La production de boissons a baissé de 0,8 % au 3^e trimestre 2014

La production en volume des industries alimentaires et boissons (IAA) a légèrement progressé entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014 (+ 0,6 %) ainsi que sur les six premiers mois de l'année (+ 0,7 % entre les 1^{ers} semestres 2013 et 2014).

La production des industries alimentaires a poursuivi sa légère hausse, entamée au 2^e trimestre 2014 (+ 0,8 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014), sous l'effet de l'accélération de la hausse des produits laitiers et d'une

moindre baisse des « autres produits alimentaires ». La production de *boissons* a quant à elle diminué de 0,8 %, toujours sur la même période. Elle a été marquée par un recul de la production de *bière*. L'excédent commercial des IAA, en valeur, a continué son retrait amorcé au dernier trimestre 2012, mais de manière moins vive (- 8 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014 contre - 16 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014). Le montant des exportations s'est établi au 3^e trimestre 2014 à 10,7 milliards d'euros (- 1 %) et celui des importations à 8,8 milliards d'euros (+ 1 %). L'excédent commercial en boissons a été sta-

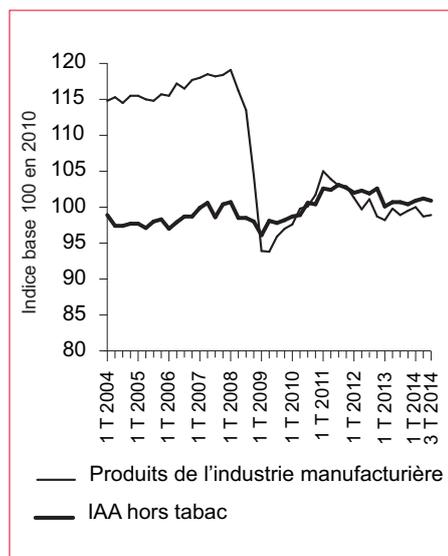
ble, après s'être fortement dégradé au 1^{er} semestre 2014 (- 7 % par rapport au 1^{er} semestre 2013), réduisant la baisse de l'excédent total.

Les prix des IAA se sont réduits au 3^e trimestre 2014 (- 0,7 % sur un an) comme sur les six premiers mois de l'année, après plusieurs années de hausse, en raison notamment du repli des cours des céréales et des oléagineux. La croissance du chiffre d'affaires des IAA a ralenti au 3^e trimestre 2014 (+ 0,4 % par rapport au 3^e trimestre 2013, après + 2,3 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014). C'est essentiellement le fait de la baisse de la production de boissons.

La consommation des ménages a progressé au 3^e trimestre 2014

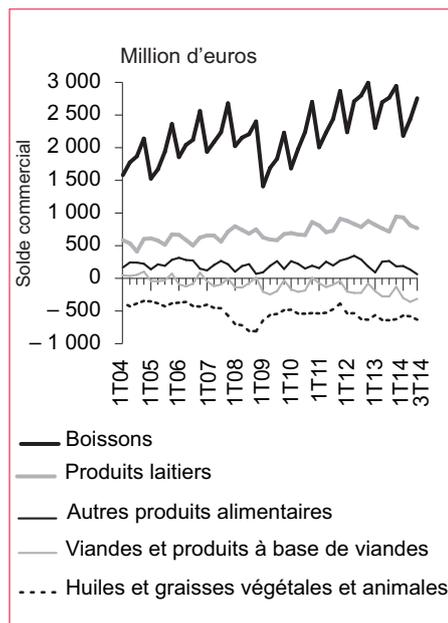
La consommation des produits des IAA s'est légèrement accrue entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014. D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee pour le 3^e trimestre 2014, les volumes de produits alimentaires, boissons et tabac consommés par les ménages ont légèrement augmenté. Pour les produits bruts de l'agriculture

La production des IAA a été en légère hausse entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014



Sources : Insee et Agreste - Indice de production industrielle (Ipi) CVS et CJO

L'excédent commercial des boissons est stable entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

et de la pêche – fruits et légumes, poissons frais, etc. – la consommation du 3^e trimestre 2014 s'est située au-dessus de celle du 3^e trimestre 2013, favorisée par des prix plus bas.

Les IAA au sens large (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie), emploient 544 300 salariés au 3^e trimestre 2014, soit quasiment le même nombre de salariés qu'au 3^e trimestre 2013 (- 0,1 %). Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a reculé quant à lui de 1,4 % sur un an, soit 39 300 emplois de moins. Fin septembre 2014, l'industrie manufacturière employait 2,8 millions de salariés.

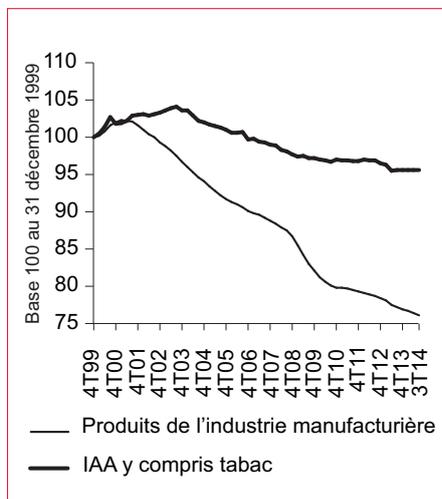
L'excédent commercial des boissons a été stable

La production de *boissons* (non compris les vins) s'est réduite de 0,8 % au 3^e trimestre 2014, comparée au 3^e trimestre 2013, limitant la hausse de la production totale des IAA. La diminution de la production de *bières*, représentant 17 % du poste (- 2,9 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014), est un des facteurs à l'origine de cette baisse. Elle fait suite à un pic de production lors du 3^e trimestre 2013 (+ 9 % par rapport au 3^e trimestre 2012). Un autre facteur a été le ralentissement de la hausse de la production des *boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux*

en bouteille (+ 6 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014 contre + 12 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014). Le climat pluvieux et frais de l'été a été moins propice à la consommation de ce type de boissons contrairement au climat doux du printemps. De plus, la perspective de la coupe du monde de football a favorisé la production de ces boissons au 1^{er} semestre, générant la constitution de stocks (+ 7 % au 1^{er} semestre 2014 par rapport au 1^{er} semestre 2013). Les autres principaux secteurs ont évolué de façon contrastée. La production des *champagne et mousseux* a été en légère hausse. Celle des *boissons alcooliques distillées* a diminué mais de manière moins vive qu'au trimestre précédent. Entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014, le prix des *boissons* a progressé de 3,7 % tandis que le chiffre d'affaires stagnait (- 0,2 %).

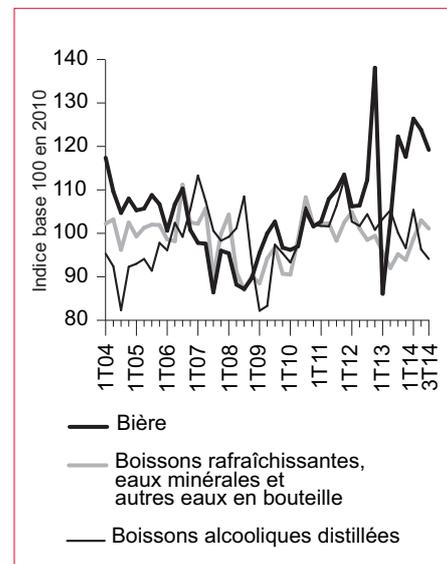
Au 3^e trimestre 2014, l'excédent commercial des *boissons* est demeuré constant par rapport au 3^e trimestre 2013. Il avait diminué de 7 % au 1^{er} semestre 2014 par rapport au 1^{er} semestre 2013. Cela résulte d'exportations stables de *boissons*, plus particulièrement celles de vins (*En 2014, les cours des vins se situent à un niveau supérieur à ceux des années passées, Viticulture n° 2014/254, décembre 2014*). Depuis la fin 2013, les exportations de vins n'avaient cessé de reculer. Au 3^e trimestre 2014

L'emploi salarié est stable dans les IAA entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

La production de bière recule entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014



Source : Insee - Indice de production industrielle (Ipi) CVS et CJO

elles se sont hissées au même niveau qu'au 3^e trimestre 2013, grâce à de fortes exportations en volume des vins tranquilles AOP vers l'Allemagne (+ 52 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014). Les exportations de *boissons alcooliques distillées*, qui se font principalement vers les pays tiers, se sont également redressées. Elles n'ont diminué que de 6 % au 3^e trimestre 2014 par rapport au 3^e trimestre 2013 (contre - 16 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014). Par ailleurs, les exportations de *champagne* et *mousseux* ont encore progressé entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014.

Les exportations de sucre ont encore été en retrait

La production des « *autres produits alimentaires* » (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) a reculé de 1,4 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014, limitant la hausse de la production totale des IAA. La hausse de la production du *cacao*, du *chocolat* et des *produits de confiserie* (+ 12 %) n'a pas compensé la baisse de la production des produits pesant le plus dans ce poste, tels que les *plats préparés*, les *aliments adaptés à l'enfant et diététiques* et les *autres produits alimentaires non classés ailleurs* (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons...). La production de *sucre*, quant à elle, est de nouveau répartie à la baisse lors du 3^e trimestre 2014 (- 4 % sur un an). L'excédent commercial des « *autres produits alimentaires* » s'est fortement réduit entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014. Cela tient notamment aux exportations de *sucre* vers l'UE, qui ont reculé au cours du 3^e trimestre 2014 (- 26 % par rapport à 2013). Ce recul a été entamé au 2^e trimestre 2014, après une hausse lors du 1^{er} trimestre 2014, les stocks des principaux clients de la France ayant été reconstitués au 1^{er} trimestre 2014.

La dégradation du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes s'est poursuivie

Après le léger sursaut au trimestre précédent, la production des *viandes* et *produits à base de viandes* est restée stable entre les 3^{es} trimestres 2013 et

2014. Le ralentissement de la hausse de la production de *viande de boucherie* et de *produits d'abattages* et le recul de la production des *produits à base de viandes* (- 2 %) expliquent en partie la stabilité. La production de *viandes de volailles* a également été stable, après une progression au 2^e trimestre 2014. En cumul depuis le début de l'année, les abattages de volailles ont été en repli, à la suite de la baisse des abattages de poulets, baisse liée à la suppression des restitutions à l'exportation, intervenue à partir de juillet 2013 mais dont les effets ne se sont faits sentir que progressivement. Les exportations de viandes de volailles se sont ainsi beaucoup réduites depuis le début de l'année 2014, notamment celles de viandes de poulet à destination du Moyen-Orient. Les importations ont augmenté de 3 %. Dans un contexte de repli du prix des *viandes* (- 2,1 %), le chiffre d'affaires a reculé.

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, au 3^e trimestre 2014, les volumes de viande de boucherie achetés par les ménages pour la consommation à domicile ont été inférieurs à ceux du 3^e trimestre 2013. La consommation de viande de porc (y compris jambon et autres charcuteries) a été particulièrement en retrait sur cette période. Les achats de viandes de volailles, notamment de dindes, se sont réduits mais moins vivement qu'au trimestre précédent.

Les productions de poudre de lait et de beurre ont continué à croître

Dans un contexte de prix du lait très attractif, de prix des aliments pour vaches laitières en retrait et d'un climat favorable à une bonne pousse d'herbe, la hausse de la production *laitière* s'est prolongée au 3^e trimestre 2014. Dans ce contexte, les productions de *laits secs* et de *beurre* ont poursuivi leur croissance amorcée au début de l'année (resp. + 6 % et + 16 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014). L'orientation favorable de ces fabrications est, une nouvelle fois, à l'origine de la hausse de l'excédent commercial (+ 7 %). Les exportations de *lait en poudre entier* et de *lait en poudre écrémé* augmentent en effet de respectivement + 5 % et + 45 %, répondant à une demande internatio-

nale ferme. Le chiffre d'affaires a continué de croître mais de manière moins soutenue. En effet, si la production est restée dynamique, les cours des produits laitiers se sont détendus durant l'été 2014.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile en volume a continué de reculer au 3^e trimestre 2014 par rapport au 3^e trimestre 2013, recul entamé en 2013 mais de manière moins vive. Les achats de produits ultras frais, tels que les fromages et yaourts frais, ont diminué (- 2,4 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014). Sur la même période, ceux de lait liquide se sont réduits - 1,8 % tandis que les achats de beurre progressaient (+ 3,1 %).

La production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires a continué de croître

Au 3^e trimestre 2014, la production des produits de la *boulangerie-pâtisserie* et *pâtes alimentaires* a progressé par rapport au 3^e trimestre 2013 (+ 3,1 %) dans le prolongement du début 2014. Plus particulièrement, la production de *biscuits*, *biscottes*, *pâtisseries de conservation*, représentant 80 % du poste, s'est accrue ainsi que celle des *pâtes alimentaires* (resp. + 9 % et + 2 %). Le chiffre d'affaires a continué de croître grâce à une production et des prix en hausse. Au 3^e trimestre 2014, le déficit commercial des produits de la *boulangerie-pâtisserie* et *pâtes alimentaires* a été équivalent à celui du 3^e trimestre 2013, grâce à une augmentation des exportations, amorcée au 2^e trimestre 2014. Les exportations des *biscuits*, *biscottes*, *pâtisseries de conservation* ont progressé tandis que leurs importations se rétractaient.

La production des préparations et conserves de légumes a encore été en hausse

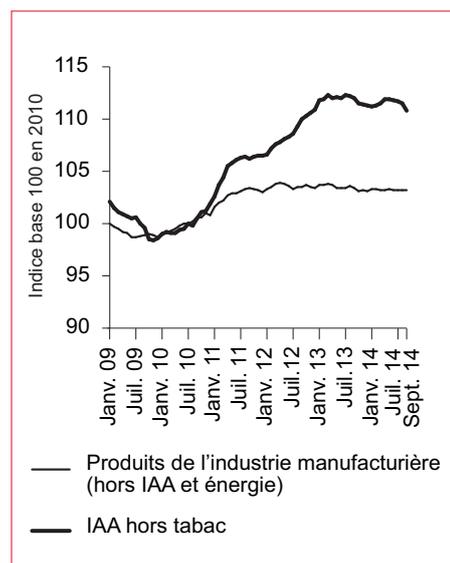
La production des *produits à base de fruits et légumes* s'est encore accrue au 3^e trimestre 2014 (+ 2,5 %) mais à un rythme plus faible qu'au 2^e trimestre 2014 (+ 10 %). Elle a encore été tirée à la hausse par la production de

préparations et conserves de légumes, qui représente plus de la moitié du poste (+ 3,6 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014 contre + 32 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014). L'essentiel de la production de légumes transformés a eu lieu entre les mois de juin et d'octobre, favorisée par un calendrier 2014 plus précoce qu'en 2013. Les récoltes réalisées au 2^e trimestre ont en conséquence été plus importantes. Elles le sont restées tout de même au 3^e trimestre 2014, mais beaucoup plus modérément. Le déficit commercial des produits à base de fruits et légumes s'est légèrement amélioré entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014, essentiellement grâce à la hausse des exportations des autres préparations et conserves à base de fruits et légumes et à des importations stables. Les prix ont continué d'augmenter entraînant la hausse du chiffre d'affaires (Fruits et légumes transformés : le développement de la consommation de jus et compotes creuse le déficit commercial, Industries agro-alimentaires n° 2013/228, décembre 2013).

La production des huiles a de nouveau augmenté

Au 3^e trimestre 2014, la production des huiles et graisses végétales et animales a continué de croître au même

Les prix des IAA sont en retrait entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

rythme qu'au trimestre précédent (+ 10 %). Cette augmentation est toujours portée par la production d'huiles raffinées (+ 29 %) et d'huiles brutes (+ 2 %). La hausse de la récolte française de colza lors de la campagne 2014/2015 a permis de maintenir le niveau de l'activité de trituration et donc la production d'huiles. Le déficit commercial des huiles et graisses végétales et animales s'est encore réduit au 3^e trimestre 2014 par rapport au 3^e trimestre 2013, grâce à un recul des importations. En repli depuis l'automne 2013, les prix des huiles et graisses végétales et animales ont poursuivi leur chute (- 12 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014), entraînant celle du chiffre d'affaires (- 10 %).

Les prix des aliments pour animaux, des produits du travail des grains et produits amylicés ont poursuivi leur repli

Dans la lignée des cours des céréales, les prix des produits du travail des grains et produits amylicés et des aliments pour animaux ont chuté entre

les 3^{es} trimestres 2013 et 2014, entraînant la baisse de leurs chiffres d'affaires. Leurs productions et leurs excédents commerciaux ont connu des évolutions contrastées.

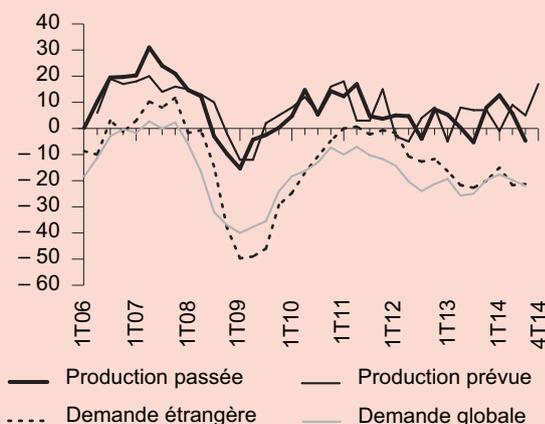
La production des produits du travail des grains et produits amylicés a augmenté entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014. Cependant, leur excédent commercial s'est encore dégradé, les exportations diminuant et les importations restant stables.

La production des aliments pour animaux a été stable (+ 0,1 % entre les 3^{es} trimestres 2013 et 2014). En effet, au 3^e trimestre 2014 la production des aliments pour animaux de ferme, représentant la quasi-totalité du poste, a été égale à celle du 3^e trimestre 2013. La demande en aliments pour animaux de ferme a été limitée par une importante récolte fourragère durant l'été 2014. L'excédent commercial des aliments pour animaux s'est amélioré grâce à une hausse des exportations, particulièrement importantes pour les aliments pour animaux d'agrément.

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 3^e trimestre 2014, l'activité des IAA a diminué tandis qu'elle était en progression au trimestre précédent. Les carnets de commande, qu'ils émanent de

France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés, mais stables. Les perspectives personnelles de production du 4^e trimestre 2014 restent positives et en hausse.

Au 3^e trimestre 2014, les commandes étrangères sont moins étoffées



Les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Production des IAA en légère hausse au 3^e trimestre 2014

Unité : million d'euros

Évolution en %	3 ^e trimestre 2014/3 ^e trimestre 2013					Solde	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	3 ^e trimestre 2014	3 ^e trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	0,8	- 1,6	0,5	- 1,4	0,9	- 866	- 695
Viandes et produits à base de viandes	0,0	- 2,1	- 0,8	- 7,2	- 3,3	- 314	- 277
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 4,8	- 1,2	- 2,9	- 3,1	- 1,2	- 714	- 720
Produits à base de fruits et légumes	2,5	1,4	3,6	1,0	- 0,2	- 559	- 566
Huiles et graisses végétales et animales	10,1	- 11,8	- 9,7	- 15,7	- 5,7	- 632	- 641
Produits laitiers	1,5	2,0	3,2	4,0	1,4	767	716
Produits du travail des grains et produits amylacés	3,3	- 7,5	- 3,8	- 4,6	- 0,2	289	321
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	3,1	- 0,5	2,7	1,0	0,8	- 76	- 76
Autres produits alimentaires	- 1,4	- 1,3	1,0	- 2,0	10,0	63	265
Aliments pour animaux	0,1	- 6,1	- 2,1	7,0	2,2	312	283
Boissons*	- 0,8	3,7	- 0,2	0,5	3,2	2 758	2 765
IAA hors tabac	0,6	- 0,7	0,4	- 0,8	1,1	1 892	2 070

Évolution en %	2 ^e trimestre 2014/2 ^e trimestre 2013					Solde	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2 ^e trimestre 2014	2 ^e trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	0,9	- 1,0	1,8	- 0,5	0,3	- 786	- 722
Viandes et produits à base de viandes	0,8	- 0,4	2,6	- 3,5	3,1	- 360	- 275
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 3,2	1,5	0,8	3,0	- 1,3	- 700	- 718
Produits à base de fruits et légumes	10,0	0,8	4,9	2,9	- 0,9	- 595	- 620
Huiles et graisses végétales et animales	10,7	- 12,5	- 6,8	- 8,1	- 8,5	- 581	- 637
Produits laitiers	0,6	4,5	6,2	6,9	7,4	812	764
Produits du travail des grains et produits amylacés	2,6	- 10,5	- 7,8	- 8,1	- 2,0	283	335
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	3,8	0,0	2,9	1,1	0,0	- 85	- 89
Autres produits alimentaires	- 5,0	- 1,4	0,8	- 4,2	2,5	134	255
Aliments pour animaux	0,9	- 7,4	- 2,5	5,5	- 8,5	307	263
Boissons*	3,9	4,0	6,0	- 8,3	- 4,0	2 436	2 696
IAA hors tabac	1,4	- 0,1	2,3	- 3,1	- 0,1	1 650	1 974

Évolution en %	1 ^{er} trimestre 2014/1 ^{er} trimestre 2013					Solde	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1 ^{er} trimestre 2014	1 ^{er} trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	- 1,5	- 1,3	- 0,1	2,7	1,5	- 487	- 564
Viandes et produits à base de viandes	- 3,4	- 1,1	- 2,0	- 8,8	0,1	- 302	- 196
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 9,5	4,3	- 2,3	- 3,4	0,8	- 630	- 618
Produits à base de fruits et légumes	- 0,2	1,4	1,0	4,3	3,9	- 574	- 555
Huiles et graisses végétales et animales	5,0	- 13,2	- 12,0	- 11,3	- 3,4	- 570	- 564
Produits laitiers	1,6	4,4	8,1	12,9	11,8	933	819
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 5,3	- 10,7	- 4,6	- 4,5	- 2,6	285	306
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	0,3	0,6	- 0,2	- 1,5	- 1,2	- 112	- 113
Autres produits alimentaires	- 1,9	- 1,8	- 0,2	7,2	1,9	188	91
Aliments pour animaux	- 1,6	- 9,5	- 4,9	4,5	- 4,7	296	264
Boissons*	9,3	2,7	- 0,2	- 3,1	4,5	2 182	2 303
IAA hors tabac	0,0	- 0,6	0,4	1,0	1,7	1 695	1 738

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

En 2013, la production des IAA était en retrait par rapport à 2012

Unité : million d'euros

Évolution en %	Année 2013/ Année 2012					Solde	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2013	2012
Produits des industries alimentaires	- 1,5	2,2	2,2	2,0	4,5	- 2 347	- 1 561
Viandes et produits à base de viandes	- 2,5	3,1	1,7	- 0,3	2,4	- 877	- 727
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 5,2	1,6	4,7	1,9	3,4	- 2 706	- 2 604
Produits à base de fruits et légumes	- 0,8	1,6	4,1	5,2	2,1	- 2 297	- 2 307
Huiles et graisses végétales et animales	- 0,9	2,7	- 7,0	- 11,8	- 0,6	- 2 467	- 2 326
Produits laitiers	2,4	2,4	3,4	4,0	12,9	3 244	3 376
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 3,2	4,5	3,9	2,6	5,0	1 259	1 262
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 3,3	0,8	3,3	6,9	4,6	- 394	- 410
Autres produits alimentaires	- 2,9	0,4	0,5	2,2	7,6	796	1 115
Aliments pour animaux	- 1,2	4,3	3,1	2,8	1,9	1 097	1 060
Boissons*	- 3,3	6,3	2,8	0,2	2,0	10 708	10 740
IAA hors tabac	- 1,8	2,9	2,3	1,4	4,3	8 361	9 179

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y c. de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>
- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.
 - L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.
 - Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

IAA 2012 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2012, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 85 000 entreprises et employaient 690 000 salariés en équivalent temps plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises. Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 15 800 entreprises et 426 000 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 44 % du chiffre d'affaires des entreprises agroalimen-

taires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 37 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 39 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée et de 32 % des exportations directes. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2012

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombres d'unités légales	Effectifs salariés en équivalent temps plein	Effectifs salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ¹ million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'exportation %	
Ensemble des entreprises alimentaires	85 189	689 129	773 796	371 861	18,7	52 990
Industrie agroalimentaire	15 788	380 790	425 640	165 190	21,1	31 518
Industries alimentaires	12 671	339 689	374 740	138 552	19,3	24 339
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 604	103 538	111 623	33 839	11,4	5 235
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	317	11 056	11 990	3 516	10,6	607
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 235	22 435	23 315	7 681	18,2	1 543
Fab. huile et graisse végétale & animale	225	3 641	3 758	8 085	40,9	469
Fabrication de prod. laitiers	1 204	51 317	55 265	27 667	20,7	4 368
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	488	13 440	14 406	7 412	44,6	1 345
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 813	45 162	55 940	10 624	14,4	2 602
Fabrication autres produits alimentaires	4 353	72 313	80 225	26 765	19,7	6 524
Fabrication d'aliments pour animaux	432	16 787	18 218	12 963	15,4	1 645
Fabrication de boissons	3 117	41 101	50 900	26 637	30,5	7 179
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	24 597	170 438	188 833	193 419	17,8	15 286
Artisanat commercial	44 804	137 901	159 323	13 252	0,6	6 186
Charcuterie	4 695	13 161	13 719	1 706	0,7	620
Cuisson de produits de boulangerie	3 131	7 197	8 887	783	0,1	315
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 833	101 113	115 152	9 421	0,4	4 580
Pâtisserie	5 145	16 430	21 565	1 342	1,8	672

1. Y compris autres produits et autres charges

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaires, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2012, traitement SSP (données définitives)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Le volume de la production des IAA est en hausse entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014 » Synthèses n° 2014/247, octobre 2014
- « Au 1^{er} trimestre 2014, la production des IAA en hausse légère sur un an » Synthèses n° 2014/246, juillet 2014
- « En 2013, la production des IAA s'est repliée » Synthèses n° 2014/238, avril 2014
- « Au 3^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré » Synthèses n° 2014/230, janvier 2014
- « Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013 » Synthèses n° 2013/220, octobre 2013
- « L'activité des IAA ralentit en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013

Les primeurs IAA :

- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste primeur n° 305, novembre 2013

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2015

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr